

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



07 octobre 2019

Immigration : Macron insulte les classes populaires

Le débat sur l'immigration voulu par Macron s'ouvre lundi à l'Assemblée nationale, mercredi au Sénat. Mais Macron veut surtout qu'on en parle... partout. Haï, Macron a décidé de chasser sur les terres des Le Pen, espérant sans doute se rétablir dans l'opinion populaire. Avant de s'en prendre à nouveau à ces mêmes classes populaires. Il croit peut-être que nous n'avons pas vu qu'il est sourd à nos problèmes dès lors qu'il s'agit de salaires, de retraites, de services publics !

Désintox : « La France premier pays européen pour les demandeurs d'asile ? »

Macron et ses scribouilleurs prétendent qu'elle est en passe de le devenir. C'est honteusement mensonger. Quand on compare ce qui est comparable, la France est au 11^e rang européen pour le nombre de demandes d'asile par million d'habitants, et même au 15^e rang par rapport aux richesses produites (PIB). Sur 28. Pas de quoi se vanter !

Macron veut réduire l'Aide médicale d'État

Macron pointe l'Aide médicale d'État (AME) dont on nous serine qu'elle frise le milliard d'euros, que la France est la seule à prévoir un tel dispositif trop « attractif ». Mensonges encore ! La France est le seul pays à avoir osé mettre ce budget à part, comme pour le pointer du doigt ! Ailleurs, on soigne aussi les migrants, mais dans les dispositifs ordinaires, c'est tout. Les soigner relève d'ailleurs non seulement d'un minimum de solidarité humaine, mais c'est indispensable : diminuer l'AME, c'est précipiter les migrants malades aux urgences, ce qui coûterait 50 % plus cher. Et ne pas les soigner, c'est tout simplement prendre un risque sanitaire pour tout le monde : les trois principales causes d'hospitalisation des migrants sont la tuberculose, le SIDA et les accouchements sous césarienne.

Que faudrait-il faire ? Laisser mourir les tuberculeux, les porteurs du VIH ou les mères dont l'accouchement est difficile sous prétexte qu'il s'agit de migrants sans papiers ? Macron dit vouloir agir « avec fermeté et humanité » ! Sa fermeté, on connaît, elle « crève les yeux », comme l'ont scandé les Gilets jaunes. Quant à son humanité, consiste-t-elle à laisser les camps de migrants coincés sur les bretelles du périphérique parisien, par tous les

temps, avec des familles entières vivant dans des conditions d'insalubrité honteuses ?

Oser employer les mots humanisme ou humanité devrait brûler la bouche de Macron et ses sbires !

Calculs crapuleux

Mais Macron n'est pas seulement en quête d'une hausse dans les sondages pour de petits calculs électoraux. Il voudrait avoir les coudées franches pour s'en prendre à toutes les classes populaires avec les réformes qu'il a prévues, à commencer par celle des retraites.

Et aussi durcir les conditions d'immigration parce car il sait très bien que la politique que mènent les grandes puissances comme la France ne peut que jeter sur les routes des masses toujours plus nombreuses de réfugiés : les guerres pour dominer tel marché des matières premières (comme ces terres rares présentes dans les éoliennes, les smartphones, les ordinateurs et les batteries des voitures « écolos » et qui sont concentrées au Congo), le dérèglement climatique provoqué par leurs industriels pollueurs ne peuvent que multiplier les déplacements de populations qui fuient leur région devenu invivable.

Les chefs d'Etat comme Macron veulent que les patrons puissent choisir leurs migrants et que les autres restent cantonnés loin de l'Europe : car les principaux pays d'accueil des migrants ne sont pas en Europe mais en Afrique. Et, quand ils sont parqués dans des camps proches de l'Europe ou en Europe, il s'agit de la Turquie, de la Grèce, de Malte, de Chypre d'où ils ne peuvent sortir du fait des règles dites « de Dublin ».

Si on ne le savait pas, on en a la confirmation : il n'y a pas de grosses différences entre un Macron et une Le Pen, prêts à toutes les bassesses démagogiques.

Free2...loose

Depuis une semaine, le système expérimental free2move de gestion des véhicules de service, en exclu au pôle tertiaire, ne sait plus où il habite, il est tout tourneboulé. Et nos collègues du service voiturage ne savent plus où donner de la tête tant cette application est facétieuse, on les comprend. « C'est un bug » nous dit-on ! Des véhicules là mais finalement pas là, ou réciproquement, la porte de l'armoire à clef qui s'ouvre quand elle a le temps, etc. Bref le chaos total depuis la semaine dernière. Il est vrai que ces derniers temps la volonté de la direction de nous faire utiliser des applications tout azimut est devenue virale. Les collègues qui doivent partir en déplacement ont trouvé l'antidote : annuler leur mission et ils ont bien raison !

C'est la direction qu'il faut externaliser

Lundi 7 septembre, après la convocation d'un CSE en catimini la direction de Carrières a annoncé l'externalisation de 29 collègues travaillant en logistique et au montage moteur, La direction n'en est pas à son coup d'essai, avec l'externalisation du service informatique, de la maintenance et cela sans compter les innombrables collègues prestataires sans qui les projets ne pourraient pas tourner, Sauf que cette fois-ci la direction attaque des services entiers ! Chez Opel se sont aussi 700 collègues à qui on a imposé un transfert chez Segula. PSA rêve de prestataires à tous les étages pour nous payer moins cher et nous virer à son bon vouloir.

Ce n'est pas le boulot qui manque, ni l'argent. Alors aucune raison d'accepter ce saucissonnage de nos statuts. La solidarité doit s'exprimer le plus largement possible car c'est bien cela que la direction redoute.

Aller sans retour

Plusieurs des collègues concernés par le projet d'externalisation de la logistique viennent de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, fermée en 2014. D'Aulnay à la Garenne, de la Garenne à Carrières et maintenant de Carrière à nulle part, voici le trajet que leur propose la direction. Avec un tel historique il est normal de n'accorder aucune confiance aux promesses de la direction. D'autant qu'ils ne sont pas les seuls à venir d'Aulnay-sous-Bois. Côté direction aussi, mais pour ceux-là, les suppressions d'emplois ça rapporte une promotion.

GM, des profits qui coutent chers aux travailleurs

Aux Etats-Unis, les travailleurs de General Motors sont en grève depuis 20 jours ; l'arrêt de la production s'étend, faute d'approvisionnement en pièce, aux usines du Canada et du Mexique et à de nombreux sous-traitants. Il faut dire que les raisons de faire grève

ne manquent pas : aujourd'hui, les nouveaux embauchés sont payés moitié moins que les plus anciens ; la part de sous-traitants et de travailleurs « temporaires », payés à l'heure, explose. Sur les piquets de grève, les salariés revendiquent l'embauche des travailleurs temporaires (« temporaires » depuis 6 ou 7 ans pour certains), l'augmentation des salaires, leur égalisation pour un même travail et la réouverture des usines fermées il y a quelques mois. Quand on sait que General Motors a fait plusieurs dizaines de milliards de dollars de profits ces dernières années, on se dit qu'ils ont bien raison. Partout, les patrons pressurisent les travailleurs et les travailleurs devraient répondre en prenant exemple sur ceux de General Motors : en ne comptant que sur leur propre force !

Incendie de Rouen : laxisme et incurie

L'accident industriel de Lubrizol est le plus important en France depuis celui d'AZF en 2001. Pas de morts... pour l'instant, mais ce n'est qu'à retardement que l'accident de Seveso en Italie en 1976 a fait des victimes.

On découvre aujourd'hui qu'une grosse partie des produits qui ont brûlé étaient stockés dans l'usine voisine, sans qu'on sache quels produits y ont brûlé ! Et Lubrizol veut refiler la patate chaude à ces voisins, alors que rien n'explique pourquoi leurs produits étaient stockés ailleurs, ni pourquoi le feu a pu se propager.

Lubrizol était classée « Seveso seuil haut », mais les sirènes n'ont alerté la population que plus de quatre heures après le début de l'incendie. Les pompiers ont été envoyés sur les lieux sans masque à gaz, tout comme les policiers sécurisant la zone. En 2013, il y avait déjà eu une fuite de gaz toxique et un déversement d'huile dans le réseau d'eaux pluviales. L'entreprise avait écopé d'une amende de... 4 000 € !

Des suies toxiques se sont répandues jusqu'en Belgique, les habitants de l'agglomération sont pris de vomissements, mais les autorités affirment qu'il n'y a pas de danger. Qui peut les croire ? Et ils ont osé renvoyer les enfants dans les écoles malgré la présence de suies toxiques.

La priorité des capitalistes, c'est le profit, pas la sécurité. Il est grand temps que les travailleurs des entreprises et la population environnante puissent contrôler ce qui se produit et comment on le produit. En supprimant les « secrets » industriels ou commerciaux qui sont d'abord là pour permettre aux patrons d'agir sans contrôle.

Les milliers d'habitants qui ont manifesté mardi 1^{er} octobre pour exiger la transparence ont mille fois raison de se méfier d'un gouvernement avant tout au service des capitalistes.